

Questions orales

auprès des Canadiens et des entreprises canadiennes qui font des affaires à l'étranger. Troisièmement, les mesures ayant trait aux fiducies familiales entrent en vigueur immédiatement, tandis que celles qui visent l'impôt sur le capital seront mises en oeuvre en 1999.

• (1120)

[Français]

M. Michel Daviault (Ahuntsic, BQ): Monsieur le Président, après s'être fait élire sur la promesse de créer de l'emploi et de recréer de l'espoir, dans le Budget 1995, les libéraux renient littéralement leurs promesses, et comme l'ont fait les conservateurs, estiment que le problème de l'emploi ne se réglera qu'avec l'élimination du déficit. Il n'y a pas d'emplois dans les deux petits nuages du ministre des Finances.

Puisqu'il manque toujours plus de 800 000 emplois au Canada pour parvenir au taux d'emploi d'avant la récession, comment le premier ministre suppléant peut-il justifier l'absence totale, dans son Budget, de mesures actives de création d'emplois?

[Traduction]

M. David Walker (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, encore une fois, l'opposition interprète mal le budget. Nous avons annoncé certaines initiatives, l'an dernier, notamment le programme d'infrastructure.

Nous avons pris des mesures énergiques pour créer des emplois. Grâce au meilleur climat que nous avons suscité au Canada, plus de 443 000 emplois ont été créés. Je suis sûr que le député voudra relire plus attentivement le livre rouge. À la page 14 et un plus loin à la page 17, nous insistons sur le fait que la stratégie de notre nouveau gouvernement doit reposer sur deux grands axes. Nous devons créer des emplois et réaffirmer l'engagement que nous avons pris auprès des Canadiens tout en instaurant un programme de réduction du déficit.

[Français]

M. Michel Daviault (Ahuntsic, BQ): Monsieur le Président, dans le contexte actuel de l'emploi, comment le premier ministre suppléant peut-il justifier que le seul programme qu'il ait introduit pour stimuler l'emploi, le Programme des infrastructures, voit ses travaux étirés jusqu'à la veille de la prochaine campagne électorale, coupant ainsi 200 millions de dollars d'argent fédéral en création d'emplois cette année?

[Traduction]

M. David Walker (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, l'une des principales raisons pour lesquelles nous avons prolongé le programme d'infrastructure et reporté des travaux d'une valeur de 200 millions de dollars est liée à une question très délicate, celle de l'évaluation environnementale. Aucun député ne voudrait nous voir faire fi de l'évaluation environnementale et donner le feu vert à des projets dont les répercussions environnementales n'auraient pas été bien évaluées. Dès que ces projets auront été

convenablement évalués, ils pourront aller de l'avant tel que prévu à l'origine.

M. Stephen Harper (Calgary-Ouest, Réf.): Monsieur le Président, en dépit de tous les doreurs d'image et de tous les boniments, il est de plus en plus évident que les marchés financiers ne sont pas dupés par le budget. Cette semaine, la valeur du dollar canadien a chuté régulièrement et de façon marquée. Les taux d'intérêt ont grimpé sur les titres de toute durée du gouvernement canadien.

Selon le *Globe and Mail* d'aujourd'hui, le ministre des Finances qualifie les compressions budgétaires de bonne politique. Le ministre nous dira-t-il pourquoi le gouvernement a choisi de la bonne politique là où il fallait de la bonne économie?

M. David Walker (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, si le député de l'opposition se donnait la peine de parcourir la presse financière et la presse en général et de prendre en considération les résultats des sondages d'opinion comme ceux qu'Angus Reid a présentés cette semaine, il verrait que le budget est en général bien accueilli par les Canadiens et par les experts financiers. En fait, pas plus tard qu'hier, Standard and Poor's a réaffirmé notre cote triple A. Nous sommes très fiers de l'accueil que reçoit notre budget.

M. Stephen Harper (Calgary-Ouest, Réf.): Monsieur le Président, Moody's, Standard and Poor's et d'autres entreprises financières continuent d'émettre des avertissements au sujet de la situation financière du gouvernement canadien et d'évaluer nos titres.

Hier, Standard and Poor's a ramené son évaluation de notre dette étrangère de négative à stable, évoquant la possibilité d'une décote si la réduction du déficit est trop lente pour réduire le fardeau de la dette et du service de la dette au cours des prochaines années. Le budget ne règle pas le problème.

Le ministre reconnaîtra-t-il que ces compressions budgétaires ne suffisent pas à réduire la croissance de la dette et des intérêts sur la dette?

M. David Walker (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, nous demeurons tous préoccupés par la dette et c'est ce qui explique les mesures sévères que nous avons prises lundi. Je rappelle au député que Standard and Poor's parlait des 3 p. 100 représentés par la dette en devises étrangères. En ce qui concerne le reste, soit 97 p. 100, cette société accorde la cote triple A.

M. Stephen Harper (Calgary-Ouest, Réf.): Monsieur le Président, le gouvernement sait que les compressions sont insuffisantes. Interrogé hier, à Toronto, au sujet de réductions additionnelles qui seraient imposées à la SRC, le ministre des Finances a dit à la blague que la réponse n'était pas la même selon qu'elle était télévisée ou non.

Quelles autres compressions sont prévues pour compenser l'échec du budget? Va-t-on imposer des réductions à la SRC, au programme de la Sécurité de la vieillesse, au régime d'assurance-chômage? Pourquoi le gouvernement n'annonce-t-il pas ces réductions aux Canadiens, publiquement et devant les caméras?